

International Affairs

Nº 01 – JANVIER 2026

AUDIT et ASSURANCE

Réforme de la réglementation en matière d'audit

Aucune nouveauté législative. Accountancy Europe a enfin publié le document sur la supervision des cabinets d'audit. [Audit supervision in the EU](#).

L'étude intitulée « [EU financial supervisors: A comparison of governance structures and powers](#) » (Superviseurs financiers de l'UE : comparaison des structures de gouvernance et des pouvoirs), commandée par le Parlement européen, est également intéressante. Elle analyse différents aspects opérationnels et liés à l'indépendance des autorités de surveillance européennes. Celle de l'AEMF sur [la supervision fondée sur les risques](#) comme base pour la simplification et la réduction des charges administratives et, enfin, l'AMLA (l'autorité européenne en matière de blanchiment de capitaux) a publié [un article](#) sur la supervision qui fait référence à la consultation du 16 décembre sur les normes techniques de supervision applicables à cette autorité européenne.

Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité

Aucune nouvelle concernant la transposition dans les pays où elle est en attente, bien que des mesures continuent d'être prises pour aider le secteur. En Allemagne, l'[IDW](#) a [mis à jour le document de questions-réponses sur la mise en œuvre retardée de la CSRD](#). Pour sa part, la [NBA](#) [retire l'alerte](#) sur les conséquences d'une mise en œuvre tardive de la CSRD car elle estime qu'au vu des progrès actuels, elle n'est pas en mesure de fournir des conseils adéquats et a révisé les exigences supplémentaires en matière de formation continue. Ces [exigences supplémentaires](#) ont été modifiées sur deux points en raison des difficultés pratiques liées à l'organisation de la supervision par les pairs entre les cabinets et des conséquences de la législation Omnibus I de l'UE. Enfin, l'[ECG](#) a publié le document « [Considerations for companies' second-year sustainability reporting under the CSRD](#) » (Considérations pour le deuxième rapport annuel sur le développement durable des entreprises dans le cadre de la CSRD).

Réduction des charges administratives

Directive Omnibus I

La [Commission européenne](#), le [Parlement](#) et le [Conseil](#) ont tous publié des communiqués sur l'accord politique conclu lors des trilogues du 9 décembre. Le 16 décembre, le Parlement [a approuvé l'accord conclu](#) avec le Conseil sur cette directive. AcE a également publié une [prise de position](#) sur l'accord et un [article d'opinion](#) sur l'importance des informations relatives à la durabilité climatique.

[Directive déléguée 2023/2775 relative aux critères de taille des entreprises](#)

Accountancy Europe a publié une mise à jour de son enquête sur l'application de la réglementation et les nouveaux seuils pour établir l'obligation d'audit légal. [Audit Exemption thresholds](#). (Seuils d'exemption d'audit).

Petites et moyennes capitalisations (Omnibus IV)

Après la publication du [projet de rapport de la commission ECON](#), les [amendements présentés](#) à ce projet ont été publiés. Rappelons que le paquet de simplification comprend :

- Proposition de règlement déployant certaines mesures disponibles pour les PME aux entreprises à petite et moyenne capitalisation.
- Proposition de directive sur la numérisation.
- Proposition de règlement sur les questions de diligence raisonnable liées à l'utilisation des batteries. (Finalisé).

Omnibus numérique (Omnibus VII)

L'objectif de la proposition est de modifier le règlement sur l'intelligence artificielle en allégeant les exigences pour certaines entreprises.

[COM\(2025\)836](#) et [COM\(2025\)837](#).

Le thème de l'IA revient régulièrement dans les réunions que nous tenons à l'AcE, du point de vue des risques et des opportunités pour les cabinets d'audit.

À cet égard, l'Italie impose de signaler l'utilisation de l'IA dans l'audit ; l'Allemagne a préparé un document de questions-réponses sur l'utilisation de l'IA dans le travail d'audit et la France prépare une formation spécifique. Il a également été mentionné que le CEAOB analyse cette question et il a été question de la possibilité de créer un pool d'experts en IA, cybersécurité et cryptographie, ainsi que de la mise à jour de la CAIM relative aux technologies de l'information.

Voici quelques publications sur le sujet :

- **IFAC** : [AI in Finance & Accounting — New IFAC Video Series](#).
- **IAASB** : [projet](#) sur la manière dont les cabinets appliquent la technologie dans le domaine de la qualité, ainsi que la révision de certaines normes (notamment celles relatives aux preuves d'audit).
- **WPK (Allemagne)** : [Mise à jour des mesures relatives à l'utilisation de l'IA dans l'audit](#).
- **CNDCEC (Italie)** Document « [Lignes directrices pour le Conseil de surveillance des auditeurs sur l'adoption de l'intelligence artificielle](#) » et [mise à jour du Code de déontologie](#) à cet égard.
- En 2026, **l'AFM** (Pays-Bas) surveillera de plus près la cyber-résilience et l'IA et évaluera l'utilisation des outils d'audit ([lien](#) vers l'article).
- **Étude pour le Parlement européen** : [The economics of copyright and AI - Empirical evidence and optimal policy](#).
- **RÈGLEMENT (UE) 2026/150 DU CONSEIL du 16 janvier 2026** modifiant le règlement (UE) 2021/1173 établissant l'entreprise commune pour le calcul à haute performance européen ([lien](#)).
- Article dans **Going Concern** : [OpenAI se lance dans la comptabilité](#).

Défense (Omnibus V) COM (2025) 821

Bien qu'aucune référence aux exigences en matière d'audit et d'assurance n'ait été détectée dans la proposition, le fait qu'elle simplifie les formalités permettant aux entreprises de défense d'accéder aux marchés publics nous amène à suivre, au moins, les positions publiques concernant son adoption.

- Position adoptée par le Conseil le 27 novembre ([lien](#)).
- Rapport sur la proposition du comité de défense et de l'IMCO ([lien](#)).
- COMMUNICATION DE LA COMMISSION sur l'application du cadre de financement durable et de la directive sur le devoir de diligence des entreprises en matière de durabilité au secteur de la défense ([lien](#)).

NIA pour les entités moins complexes

La [traduction de cette norme](#) par l'ICJCE a finalement été publiée en décembre.

Pour sa part, l'IAASB a publié la stratégie de mise à [jour de la](#) norme à mesure que les normes ISA seront mises à jour, ainsi [qu'un guide d'application](#).

Dora – Digital Operational Resilience Act

La lettre du CEAOB à la Commission en réponse à la consultation sur la nécessité d'inclure les auditeurs dans le champ d'application de la DORA a été rendue publique. Dans cette [lettre](#), le CEAOB fait référence à celle qu'il avait déjà envoyée en 2021 et indique sa position contraire à l'époque. En outre, il indique que, si la décision finale était de les inclure, certaines modifications devraient être apportées afin de refléter les caractéristiques propres à l'activité d'audit, ainsi que les questions liées à la proportionnalité des mesures à adopter par les cabinets.

Cette impression n'a pas changé, même si, *en raison de l'utilisation croissante de la technologie, il pourrait être nécessaire de renforcer les exigences en matière de sécurité informatique actuellement incluses dans la directive sur l'audit.*

Les réponses concrètes aux questions soulevées par la CE mettent en évidence les risques, les difficultés, les lacunes dans certains domaines ou le fait que certaines règles applicables sont internes aux entreprises et n'impliquent pas d'informer les autorités nationales de surveillance en cas d'incidents de sécurité. Enfin, il souligne que le CEAOB devrait être impliqué dans toute modification et qu'une analyse coûts/bénéfices est nécessaire.

De même, les AES (autorités européennes de surveillance) estiment dans une [lettre précédente](#) que *l'inclusion des auditeurs et des cabinets dans la DORA n'est pas justifiée pour l'instant.*

Pour sa part, la CE a adressé des avis motivés à l'Espagne pour non-transposition de cette norme dans le cadre du paquet de sanctions de décembre. L'Espagne dispose de deux mois à compter de cette date pour notifier les mesures prises pour sa transposition, faute de quoi l'affaire sera renvoyée devant la Cour de justice européenne.

Obligations vertes

Publication du **règlement d'exécution (UE) 2025/2179 de la Commission du 12 septembre 2025** établissant les règles techniques d'exécution du règlement (UE) 2023/2631 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les formulaires, modèles et procédures standardisés pour la communication des informations à inclure dans la demande d'enregistrement en tant que vérificateur externe des obligations vertes européennes ([lien](#)).

Capital-investissement

Accountancy Europe a créé une [plateforme d'information](#) sur ce sujet après la publication d'un deuxième document. Les membres de l'ICJCE en ont été informés par le biais d'un Express. Parmi les autres nouveautés, citons l'annonce par l'AICPA de modifications proposées aux directives sur l'indépendance liées au capital-investissement ([article](#)) et un projet soumis à commentaires [*Proposed Revisions Related to Alternative Practice Structures*](#).

Actualités dans d'autres pays

Outre celles mentionnées concernant la CSRD, nous avons pris connaissance des nouveautés suivantes. Tous les documents sont disponibles dans leur langue originale.

- En Allemagne, l'autorité de surveillance (BAFin) a publié le document « [Le rapport de gestion dans le viseur de l'audit du bilan 2026](#) ». De son côté, l'IDW, l'organisme professionnel, procède à une [analyse du marché de l'audit](#). Enfin, il est mentionné que le parlement d'une région allemande envisage de modifier les exigences en matière d'audit municipal ([lien](#)).
- En Italie, le CNDCEC publie un « [kit](#) » d'outils pour la gestion de la qualité.
- Aux Pays-Bas, le processus de réforme du secteur se poursuit. À ce sujet, la NBA a répondu à la consultation sur le décret de modification. La NBA publie également la feuille de route pour l'application des normes de qualité dans les petits cabinets.
- Au Royaume-Uni, [l'ICAEW](#) analyse le secteur de l'audit des EIP et le FRC rend publiques ses [priorités pour 2026](#).
- Enfin, aux États-Unis, on s'inquiète du fait que les études permettant d'accéder à la profession ne soient plus considérées comme des études professionnelles, ce qui ferait perdre la possibilité d'obtenir certains prêts étudiants ([lien](#)). Il est également à noter que [l'on s'attend à une diminution](#) des inspections des cabinets d'audit en raison de la révision de la SEC qui, par ailleurs, [propose des modifications à la définition de la petite entreprise](#).

Autres nouveautés en matière d'audit et d'assurance

- **CEAOB**
 - [Enforcement questionnaire 2024. Corrigendum and appendix to the report on the 2025 CEAOB enforcement questionnaire.](#)
- **IAASB**

- [Narrow-Scope Amendments Related to IESBA's Using the Work of Experts.](#)
- Résumé de la réunion de décembre :
 - [Audit Evidence and Risk Response](#) (situation actuelle : développement de l'avant-projet soumis à consultation).
 - [ISRE 2410 \(Revised\)](#). (situation actuelle : développement de l'avant-projet soumis à consultation). Approbation prévue en mars 2026.
 - [ISA 500 Series](#) : (situation actuelle : proposition de projet).
 - [Technology Quality Management](#) – Débat sur les résultats de la collecte de données effectuée au cours des dernières années pour l'élaboration de matériel non obligatoire.
- **IFAC**
 - [Normes internationales de formation.](#)
- **IESBA**
 - [The Firm Culture and Governance Viewpoints and Dialogues](#) (*points de vue et dialogues sur la culture et la gouvernance des cabinets*).
- **ECG**
 - [FAQ on auditing the Codes of Conduct integrated into the framework of the Digital Services Act \(DSA\)](#) (*FAQ sur l'audit des codes de conduite intégrés dans le cadre de la loi sur les services numériques (DSA)*).

INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE

En matière de durabilité

ESRS

- [Technical advice on draft simplified ESRS to the European Commission](#) (Conseils techniques sur le projet d'ESRS simplifié à la Commission européenne).
- [Complementary materials](#) (Documents complémentaires).
- [Connectivity of Financial and Sustainability Reporting](#) (Connectivité entre les rapports financiers et les rapports sur le développement durable).

VSME

- Nouvelles [directives d'application](#).
- Acceptation du marché VSME : [rapport](#).

CBAM

La réglementation est [entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026](#) et le JOUE contient plusieurs règlements délégués et d'exécution pour sa mise en œuvre et pour l'accréditation des vérificateurs.

- [Règlement délégué \(UE\) 2025/2551](#) de la Commission du 20 novembre 2025 complétant le règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en précisant les conditions relatives à l'octroi de l'accréditation aux vérificateurs, au contrôle et à la surveillance des vérificateurs accrédités, au retrait de l'accréditation et à la reconnaissance mutuelle et à l'évaluation par les pairs des organismes d'accréditation.
 - [Règlement d'exécution \(UE\) 2025/2546](#) de la Commission du 10 décembre 2025 concernant l'application des principes de vérification des émissions implicites déclarées en vertu du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil.
 - [Règlement d'exécution \(UE\) 2025/2547](#) de la Commission du 10 décembre 2025 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les méthodes de calcul des émissions implicites dans les marchandises.

Règlement sur la finance durable

- **ESMA Sustainable Finance - calendrier de mise en œuvre.**
- **Initiative de la CE : révision des normes de reporting en matière de finance durable.** L'objectif est de simplifier le cadre et d'améliorer son utilisation pour prévenir le blanchiment écologique ([lien](#)).

Taxonomie

- [Règlement délégué \(UE\) 2026/73](#) de la Commission du 4 juillet 2025 modifiant le règlement délégué (UE) 2021/2178 en ce qui concerne la simplification du contenu et de la présentation des informations à divulguer sur les activités durables sur le plan environnemental, et les règlements délégués (UE) 2021/2139 et (UE) 2023/2486 en ce qui concerne la simplification de certains critères techniques de sélection permettant de déterminer si les activités économiques ne portent pas atteinte de manière significative aux objectifs environnementaux.
- [PROJET D'AVIS DE LA COMMISSION](#) sur l'interprétation et la mise en œuvre de certaines dispositions juridiques de l'acte délégué relatif à la publication d'informations en vertu de l'article 8 du règlement de l'UE sur la taxonomie, tel que modifié par l'acte délégué Omnibus, concernant la déclaration des activités et des actifs économiques éligibles à la taxonomie et conformes à la taxonomie (quatrième avis).

AUTRES SUJETS

28th Regime

- Publication d'un rapport du Parlement contenant des recommandations à l'intention de la Commission sur le 28e régime et sa base juridique ([lien](#)) – [Communiqué de presse](#).

- **Informations destinées aux investisseurs – contenu réduit et format standardisé pour deux prospectus simplifiés de l'UE** ([lien](#)) (période de commentaires close).

Blanchiment de capitaux

- **La Commission européenne** a ouvert une procédure d'infraction à l'encontre de l'Espagne, du Portugal, de la Belgique et de la Pologne pour non-transposition de la 4AMLD ([lien](#)).
- **Règlement délégué (UE) 2025/1393 de la Commission** du 8 juillet 2025 modifiant le règlement délégué (UE) 2025/1184 afin d'introduire une clause de révision ([lien](#)).
- **Le GAFI** a publié un outil destiné à aider les États à développer et à améliorer leur approche en matière de lutte contre la criminalité organisée ([lien](#)).
- **AcE** élabore actuellement un document sur les RTS (réglementations techniques) dans lequel, à partir de positions antérieures, une série de principes sont développés qui devraient être pris en compte afin d'éviter un excès de bureaucratie, en particulier pour les auditeurs.

Environnement

- La Commission a lancé un [appel à témoignages](#) afin de simplifier la réglementation sur l'économie circulaire, la gestion des déchets et les émissions industrielles. La consultation est ouverte jusqu'au 10 septembre.
- Simplification : le Conseil adopte un [acte législatif](#) visant à suspendre temporairement les règles de diligence raisonnable pour les piles et les batteries (bus IV). L'acte législatif sera publié au Journal officiel de l'UE dans les prochains jours et entrera en vigueur au lendemain de sa publication. Il estime qu'il était nécessaire d'accorder plus de temps aux entreprises et aux vérificateurs.

L'AcE publie le document : [*5 principles for a resilient, sustainable and efficient long-term EU Budget*](#) (5 principes pour un budget européen à long terme résilient, durable et efficace).

The CAQ : enquête sur la fraude. *Plus précisément, cette étude s'est concentrée sur des sujets liés à la fréquence et à la nature de la fraude dans les sociétés cotées en bourse ([lien](#)).*

AUTRES THÈMES

Présence internationale de l'ICJCE

Nous avons assisté aux réunions suivantes :

- **Accountancy Europe** : assemblée des membres en décembre et réunion du forum de coordination entre les membres.
- **Business Europe** : réunion du Sounding Board.
- **Membres de l'AcE** : avec la participation de l'Espagne, de l'Italie, de la France et de l'Allemagne.
- **Réunion sur les négociations relatives à la mobilité professionnelle avec le Royaume-Uni.**



Réunion des membres de l'AcE, à Düsseldorf, le 13 janvier 2026.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la traduction de la NIA pour EMC réalisée par l'ICJCE est disponible sur le site Web de l'IFAC.

Vous pouvez consulter les numéros précédents en cliquant sur ce lien

Bulletin numérique élaboré par l'Institut des commissaires aux comptes agréés d'Espagne

www.icjce.es